

# Ni chair à patron, ni chair à canon...



Depuis des mois, de très nombreux jeunes se mobilisent aux côtés des travailleurs contre la loi Travail. Parmi eux, de jeunes « actifs », salariés ou précaires, qui donnent aux cortèges syndicaux un dynamisme et une combativité remarquables. Des étudiants-travailleurs qui peuvent facilement se projeter dans ce qu'est « le monde du travail » et imaginer sans mal l'avenir d'exploitation et de précarité accrues que leur formatent le gouvernement et le patronat à travers la loi El Khomri. Mais aussi des étudiants et des lycéens, qui ne connaissent ce monde que par leurs parents ou leurs copains, mais qui ne veulent pas être réduits plus tard à n'être que de la « chair à patron », comme d'autres générations de jeunes furent, en d'autres temps, de la « chair à canon ».

*Y'en a assez, assez, assez d cette société, qui gave les actionnaires et n'offre à la jeunesse que la précarité !*

Certains jeunes manifestent dans les cortèges « officiels » de l'intersyndicale, d'autres dans des blocs plus « sauvages » ponctués d'affrontements avec la police et prenant souvent pour cibles des banques ou d'autres symboles de la société capitaliste. Certains dans - ou entre - les deux ! Tous, bien sûr, n'approuvent pas ces actions qui ne facilitent pas l'élargissement du mouvement et servent de prétexte au gouvernement, au patronat et à la réaction, pour justifier un déploiement policier à un niveau qui n'avait plus été atteint depuis de nombreuses années. Mais malgré l'intense propagande de la plupart des grands médias qui jouent avec zèle un rôle de « chien de garde » du

système, les manipulations qui mettent en avant les « casseurs » pour faire peur et qui tentent d'opposer « les jeunes » aux syndicalistes ont peu de prise. Il y a eu suffisamment de vidéos, suffisamment d'exemples et suffisamment de leçons de choses dans la rue pour que la réalité brutale et évidente soit rétablie : « Police partout, justice nulle part ! ».

*Y'en a assez, assez de la matraque, Assez des lacrymos et du 49-3*

Les dissertations sur le « dialogue social » n'ont pas d'écho chez les jeunes. La plupart d'entre eux n'ont plus aucune illusion ni confiance dans les institutions « démocratiques » (politiques qui font le contraire de ce qu'ils ont promis à leurs électeurs, députés qui votent les mesures d'austérité et les contre-réformes sociales...). Ils n'en n'ont pas moins condamné avec colère le recours au 49-3 comme une provocation supplémentaire. Certains font le lien entre la répression et l'état d'urgence, deux signes du renforcement de « l'État policier ». Et lorsque nous-mêmes faisons le rapprochement avec d'autres aspects de la politique du gouvernement, en particulier avec la politique de guerre de l'impérialisme français, nos affiches, badges ou mots d'ordre ont de l'écho. A travers et au-delà du rejet de la loi Travail, s'exprime une forte contestation de la société, de sa base économique, de ses institutions politiques, de ses outils de répression...

Cette contestation prend pour cible immédiate la loi Travail, mais elle va plus loin : elle vise tout un système, toute une réalité qui ne cesse de se durcir et de s'aggraver, notamment pour les jeunes, les travailleurs et les couches populaires. C'est l'une des raisons pour lesquelles le système et ses institutions répressives s'acharnent pour intimider et réprimer le mouvement. Comment accepter d'être quasi systématiquement fouillés quand on se rend à une manifestation, pour l'unique motif d'être jeune ou de porter un sac à dos ? Comment accepter d'être harcelés, empêchés d'avancer, provoqués, gazés et parfois chargés et tabassés par les forces de l'ordre parce que nous crions notre colère contre la violence de cette société et ses injustices ; parce que nous défendons nos

droits à vivre dignement sans être tous les jours sous la pression et la peur d'être licenciés ou en fin d'un énième CDD, que nous ayons « décroché » à l'école ou que nous ayons fait des années d'études et de sacrifices ; parce que nous refusons d'être « travailleurs pauvres » ou précaires à vie ?

*De l'argent pour nos études, de l'argent pour nos salaires, pas pour les actionnaires et pas pour faire la guerre !*

Le taux de chômage n'a cessé d'augmenter depuis 2008, avec un million et demi de chômeurs supplémentaires (2,1 millions de demandeurs d'emploi de catégorie A à la mi-2008, 2,8 millions mi-2012, 3,5 millions mi-2016). Ce taux peut dépasser les 50 % parmi les jeunes de certains quartiers populaires. En dehors des mal-nommés « contrats d'avenir », recrutés pour pallier aux suppressions de postes et aux baisses de subventions dans les secteurs public ou « non marchand », les jeunes de ces « quartiers prioritaires de la politique de la ville » n'auront-ils d'autres choix que de s'enrôler dans l'armée ? Les publicités pour les y engager prolifèrent un peu partout. Garçon ou fille, avec ou sans diplôme, « s'engager pour repousser ses limites aux delà des frontières », « pour que la liberté ne recule jamais », « pour être le nouveau souffle après la tempête »... !

C'est ce que nous disent clips et affiches, dans les gares, à la télé, sur internet, dans la rue ! Mais le vrai sens de cet engagement est tout autre : aller défendre les intérêts des grandes multinationales comme Areva, Bolloré, Orange et autres monopoles français qui pillent les ressources des peuples notamment en Afrique ; aller sécuriser leurs marchés et leurs approvisionnements en matières premières ; ne pas laisser d'autres rapaces impérialistes s'installer à leur place. Quand ce n'est pas aller défendre, contre leur peuple, des régimes réactionnaires !

A juste titre, la contestation se concentre aujourd'hui contre la loi Travail. C'est un aspect de la politique du gouvernement, mais il n'est pas dissociable des autres volets de cette politique : une politique anti-sociale, sécuritaire et de guerre. Ce

triptyque sinistre confirme la justesse de notre engagement contre l'austérité et la précarité qui garantissent les profits ; contre l'État policier qui se renforce pour faire taire la contestation ; contre les guerres impérialistes ; pour un changement radical de société !

Nous refusons la précarité et les bas salaires à vie, les CDD qui s'enchaînent, la fausse liberté des « uber jobs », la logique du marché qui libère les employeurs de toutes contraintes au détriment de notre liberté et de notre dignité. Nous refusons de payer de nos vies la défense des monopoles et du patronat qui sont, eux, les vrais voyous. ★



## Les rendez-vous de l'Union des Jeunes Révolutionnaires

« De cette société là on n'en veut pas, on la combat » ! La solidarité internationaliste avec les peuples qui luttent contre l'impérialisme français est partie intégrante de ce combat.

Réunions-débats  
En octobre dernier, un groupe de jeunes de l'UJR s'est rendu au Burkina-Faso à l'invitation de l'ODJ (Organisation Démocratique de la Jeunesse).

En juin, des réunions débats sont organisées par l'UJR à partir de la projection du film réalisé suite à ce voyage (Massy pour la RP, Toulouse).

Les 28, 29 et 30 juillet dans la Drôme

Un grand week-end pour se retrouver, partager les expériences, discuter de la situation, préparer la rentrée et les futures actions.

Pour plus d'informations :  
[www.ujr-fr.org](http://www.ujr-fr.org)  
Contact :  
[contact@ujr-fr.org](mailto:contact@ujr-fr.org)